

transports

LGV Poitiers-Limoges : RFF seul pour répondre

Ni l'État, ni les collectivités locales, à l'exception de Jean-François Macaire pour la Région, n'avaient envoyé de représentant au débat organisé hier soir.

Ségolène Royal n'est pas venue. Alain Claeys et Catherine Coutelle non plus. Les deux députés avaient informé la presse dans la journée qu'ils étaient tenus par les obligations de leur mandat national. Pour répondre à une salle comble largement gagnée aux opposants à la LGV, il n'y avait que le directeur régional de Réseau Ferré de France, Richard Rousseau, entouré de Jean-Marc Pouzols, chef de projet, et Christophe Hugot, son adjoint.

Ils ont répondu aux questions techniques. Sans pour autant emporter l'adhésion. Pour ce qui est des questions sur l'intérêt de la ligne et de ses éventuels prolongements vers Nantes ou Lyon ou encore sur l'opportunité d'une ligne jumelle dédiée au fret, le public était en droit d'attendre les réponses des décideurs.

Les questions ont porté sur toutes les caractéristiques du projet : un investissement de 1,3 milliard d'euros (chiffre 2005) pour une ligne de 125 kilomètres dont 115 en site neuf et sur une voie unique parcourue en 35 minutes (1 h 50 de Limoges jusqu'à Paris sans arrêt à Poitiers, 2 h avec arrêt à Poi-



A l'exception d'un habitant du Sud-Vienne, on n'a pas entendu la voix des personnes favorables à la ligne à grande vitesse hier soir dans l'amphithéâtre de la fac de Sciences Humaines à Poitiers.

(Photo NR, Patrick Lavaud)

tiers) avec une pointe à 320 km/h, ce qui interdit tout arrêt dans une gare à mi-parcours sauf à remettre en question l'économie du projet.

« Ruineuse sur le plan financier, désastreuse pour l'environnement, injuste socialement », la ligne est jetée aux orties par Bruno Riondet (Alternatifs).

Réponse de Richard Rousseau : « Les péages sur une ligne TER ne couvrent que 30 % des frais d'entretien. Si RFF n'était pas un établissement public, aucune ligne ne pourrait se construire. »

« Même s'il a eu lieu il y a trois ans, le débat public reste à faire », a plaidé Jean-François

Macaire, vice-président du conseil régional qui, au nom de Ségolène Royal, a demandé « un débat équilibré avec possibilité pour les associations de faire appel à des experts indépendants ». Ce n'est pas RFF qui peut répondre à cet appel.

Jean-Jacques Boissonneau

••• L'arrivée par Ligugé a les faveurs de RFF

Les techniciens de Réseau ferré de France ont planché cet été sur neuf hypothèses de raccordement de la ligne à grande vitesse avec le réseau ferroviaire existant. Six points de raccordement avaient été écartés avant la réunion d'hier soir.

LES SOLUTIONS ÉCARTÉES

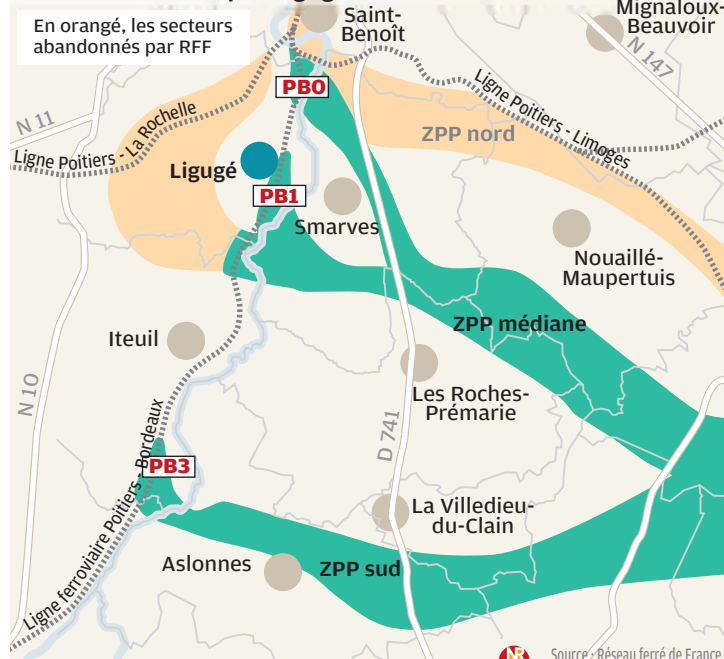
> **Le passage le long de la voie ferrée actuelle Poitiers-Limoges (PLO).** « Cette zone préférentielle de passage est trop contraignante en termes de bâti, dit RFF pour justifier d'écarter cette possibilité. Sans compter qu'elle oblige à construire un nouveau tunnel. »

> **L'arrivée sur Saint-Benoît par la voie ferrée Paris-Bordeaux (PB0 nord).** Écartée aussi en raison de la densité de l'habitat.

> **Les différentes arrivées sur la voie ferrée Poitiers-La Rochelle.** Trois itinéraires ont été analysés (PLR1, 2 et 3). Tous les trois écartés. « Ils sont plus longs de deux à trois kilomètres et occasionnent un plus fort impact sur le milieu naturel. Et les maisons d'habitation sont toutes proches. » Exit le passage par « La Brassaise » sur la commune

Les hypothèses de raccordement au sud de Poitiers

La bande médiane par Ligugé a les faveurs de RFF



de Ligugé qui avait mis en colère ceux qui y construisent leur maison.

LES TROIS SOLUTIONS TOUJOURS À L'ÉTUDE

> **L'arrivée sur la ligne Paris-Bordeaux à hauteur de Saint-**

Benoît (PB 0 médian). Proche de l'itinéraire PB0 nord, il permettrait de répondre à l'exigence des deux heures de voyage. Mais, les contraintes environnementales sont fortes et il faut franchir le Mioisson et le Clain. Proximité également d'un

point de captage d'eau potable et d'itinéraires touristiques.

> **L'arrivée sur Aslonnes-Iteuil (PB 3).** Acceptable sous réserve d'un allongement du temps de parcours de deux à trois minutes, dit RFF. Il existe également une zone habitée à Vaintray-Treilles et un projet de station d'épuration à Giza.

> **L'arrivée sur Ligugé-Gragnite (PB 1).** Avec un raccordement proche de la halte de la SNCF, c'est la solution qui a les faveurs de RFF. Moins coûteuse, elle respecte l'exigence des deux heures et ne rencontre pas de zones urbanisées, ni de bâtiment agricole à moins de 50 mètres.

DÉCISION LE 6 NOVEMBRE

Ces trois propositions seront soumises au comité des financeurs le 6 novembre à Limoges. Il réunira les collectivités qui seront invitées à payer : conseils régionaux, généraux et communautés d'agglomération. Auparavant, le 2 novembre, le préfet de la Vienne aura reçu une nouvelle fois les associations.

J.-J. B.

agriculture

La régulation des marchés avec la FRCA

Les difficultés où plonge l'agriculture avec, premier touché, le secteur laitier, sont une conséquence de la crise économique provoquée par la débâcle financière (faiblesse de la demande mondiale et européenne, atonie de la consommation alimentaire, montée du chômage...) et de la dérégulation européenne : les quotas laitiers sont certes encore présents mais non ajustés aux marchés. Avec la constitution d'une nouvelle commission européenne, la politique agricole va entrer dans le champ de la co-décision avec le Parlement européen. Et la PAC doit être réformée en 2013. Vingt pays, dont la France, sont favorables au sein de l'Union européenne, à la mise en place de nouvelles régulations. C'est dans ce contexte que le conseil d'administration de la Fédération régionale des coopératives agricoles (FRCA) fera intervenir, lors de son assemblée générale, Bastien Gibert, conseiller du MOMAGRI, représentation régionale des coopératives agricoles qui jouent un rôle incontournable dans l'économie régionale, agroalimentaire et agro-industrielle : 102 coopératives et 126 filiales, 650 CUMA, 3,5 milliards d'euros de CA, 7.600 salariés, 30.000 agriculteurs sociétaires d'au moins une coopérative agricole.

Assemblée générale le 28 octobre à 9 h 15 à Prahecq (Deux-Sèvres).

contacts nr

Poitiers
Rédaction : 1 ter, rue du Moulin-à-Vent, BP 119, 86003 Poitiers Cedex
tél. 05.49.60.36.36. Courriel : nr.poitiers@nrco.fr

Châtellerault
Rédaction : 6, boulevard Blossac
tél. 05.49.19.12.90. Courriel : nr.chatellerault@nrco.fr

Montmorillon
Rédaction : résidence du Pont-de-Bois, boulevard Gambetta,
tél. 05.49.91.00.11

Chauvigny
Rédaction : 1, rue du Montauban
tél. 05.49.46.32.05. Courriel : nr.chauvigny@nrco.fr

Abonnements
0.825.31.70.70.

Poitiers

Matin	Après-midi
5 °C	21 °C
10 km/h	< 5 km/h

METEO FRANCE
Toujours un temps d'avance